



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 17/07/2025

Références : UD87-2025- 149-r géorisques

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BETONS CONTROLES PERIGOURDINS

Lieu dit Planeaux
24800 Thiviers

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement BÉTONS CONTRÔLES PÉRIGOURDINS implanté lieu dit Gate Bourdelas Rue Marie Curie 87500 Saint-Yrieix-la-Perche. L'inspection a été annoncée le 23/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BÉTONS CONTRÔLES PÉRIGOURDINS
- lieu dit Gate Bourdelas Rue Marie Curie 87500 Saint-Yrieix-la-Perche
- Code AIOT : 0100004081
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette centrale de production de béton prêt à l'emploi est exploitée par la SA Bétons Contrôles Périgourdins située sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche "Gate Bourdelas" rue Marie Curie.

La capacité de l'unité de production déclarée est de 1 m³. Cette installation est soumise à déclaration sous la rubrique n°2518-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé » et à l'arrêté ministériel du 26/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.4 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.11 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Mesure des volumes rejetés d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bruit et surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des retombées des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Plan des stockages de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.4 de l'annexe	Sans objet
11	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.2 de l'annexe	Sans objet
12	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.5 de l'annexe	Sans objet
14	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.4 de l'annexe
Thème(s) : Situation administrative, Plan du circuit eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - le récépissé de déclaration et les prescriptions générales ; - les éventuels arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées. <p>Il établit par ailleurs un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats des mesures, contrôles et vérifications, réalisés au cours des trois dernières années et prévus par le présent arrêté, à l'exception des documents visés aux points 5-11 (Rejets eaux) et 8-4 (Émissions sonores) ; - les documents prévus aux points 3-5 (Plan des stockages de produits dangereux), 4-1 (Protection individuelle en cas de sinistre), 4-6 (Consignes de sécurité), 5-3 (Prélèvement d'eau), 5-4 (Consommation d'eau), à l'exception des documents visés au point 7-5 (Documents justificatifs de l'élimination des déchets). Ces dossiers, qui peuvent être informatisés, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit fournir un plan à jour du réseau de collecte et du rejet du site (ouvrages et réseau de collecte) en identifiant l'origine du point d'alimentation de l'eau (réseau d'eau potable) en matérialisant le cheminement de l'eau dans le circuit du process jusqu'au point de rejet de la centrale à béton.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois
N° 2 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.11 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations du rejet est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.</p> <p>Si le rejet est réalisé dans le milieu naturel, la fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle.</p> <p>Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues de l'article 5.7 de l'annexe, les prélèvements et analyses sont effectuées au moins tous les trois ans.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit programmer 2 campagnes d'analyses à réaliser par un laboratoire agréé avant fin 2025 (prévoir par exemple une campagne en septembre et la suivante en novembre-décembre) et transmettre les résultats à l'Inspection.</p> <p>Si toutefois les résultats sont conformes, les prélèvements et analyses pourront être réalisés tous les 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau pour la production de béton
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales. La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m³, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.</p> <p>Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m³/an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le ratio moyen mensuel relevé de la consommation d'eau sur le 1er trimestre 2025 est de 344 l/m³ et respecte le ratio attendu.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'Inspection un relevé informatique de la consommation d'eau sur le premier semestre 2025 ainsi que pour l'année 2024 en précisant la moyenne mensuelle de la quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure des volumes rejetés d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.6
Thème(s) : Autre, Mesure des volumes rejetés d'eau
Prescription contrôlée : À défaut de recyclage, la quantité d'eau industrielle rejetée (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) est mesurée ou à défaut évaluée et enregistrée mensuellement.
Constats : L'exploitant doit installer un dispositif permettant de mesurer ou évaluer le volume du rejet en surverse de bassin avant le massif d'infiltration afin de quantifier mensuellement le volume d'eau rejetée dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Bruit et surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Bruit et surveillance par l'exploitant des émissions sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m ³ . Pour les nouvelles installations, et quelle que soit la capacité de malaxage, la première campagne de mesures est réalisée dans les six mois suivant la mise en service.
Constats : L'exploitant doit programmer une campagne de mesure des émissions sonores à réaliser par un organisme qualifié. Le rapport de mesure sera à transmettre à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des retombées des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle.
Constats : L'exploitant doit programmer une campagne de mesures des retombées de poussières sur le site et communiquer le rapport de mesures à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Une procédure d'alerte est à sa disposition pour lui permettre de contacter rapidement le responsable d'intervention de l'établissement et les services d'incendie et de secours, en tant que de besoin.
Constats : L'exploitant doit établir une procédure d'alerte en cas d'urgence qui sera à afficher sur site destinée au personnel précisant les numéros de téléphone des personnes à contacter notamment le responsable d'exploitation. Cette procédure d'alerte sera à transmettre à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.4 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Les locaux du site sont globalement bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan des stockages de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe
Thème(s) : Situation administrative, Plan des stockages de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitation doit communiquer à l'Inspection un plan de stockage des produits dangereux (adjuvants, huiles...) sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
Prescription contrôlée : Le stockage de produits liquides, notamment d'adjuvants, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir. - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : Il a été constaté que le local de stockage des produits chimiques est dépourvu de cuvette de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des cuvettes de rétention dans le local de stockage des réserves de produits chimiques afin de protéger le sol en cas de fuite et prévenir tout risque d'infiltration de produits et de pollution. Une fois la mise en place de ces cuvettes de rétention, l'exploitant communiquera à l'Inspection des photos à l'appui pour justifier des actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.2 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté, notamment la peinture des bâtiments, les plantations, l'engazonnement, etc.
Constats : Le site s'intègre bien dans le paysage environnant situé en zone d'activité industrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention aisée des services d'incendie et de secours, et notamment la circulation des engins de secours.
Constats : Le site est aménagé afin de faciliter l'accès et la circulation des véhicules notamment en cas d'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'un contrôle des installations a été réalisé par l'organisme APAVE. L'exploitant doit communiquer à l'Inspection le rapport de contrôle afin de justifier l'opération réalisée et de vérifier la conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité minimale permettant de garantir la défense contre un éventuel incendie des installations ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.
Constats : Une vérification de mise en service des extincteurs a été réalisée en 2024. L'exploitant transmettra à l'inspection un rapport de vérification sur l'ensemble des extincteurs du site.
Type de suites proposées : Sans suite